

# Le Nouv'Elles

## Edito

Octobre est le Mois de l'histoire des Femmes, dont le thème de 2007 est Vive les immigrantes canadiennes ! Il célèbre les contributions que les immigrantes ont apporté au Canada et l'importance de la citoyenneté pour les femmes au Canada.

Immigrantes ou migrantes, nous méritons toutes de nous dire : vive nous ! Femme Exceptionn'elle ou femmes de Nelson, nous avons toutes apporté notre contribution à notre société et notre communauté. Certains nous promettent l'égalité "dans les trois prochaines décennies". Encourageant ou pas ? (voir page 4)

Très à propos aussi, le débat sur les accommodements raisonnables fait couler de l'encre au Québec – voyez en page 3 ce que cela inspire à Lily Mudahemuka.

Réservez dans vos agendas la fin de semaine du 7 au 9 décembre : Réseau-Femmes présente en partenariat avec Relais-Femmes, de Montréal, une formation à la Déclaration Citoyenne : "un manifeste qui détermine les principes ou valeurs [selon lesquels] il fait bon vivre, du point de vue des femmes." Quelle vision avons-nous, les femmes, de notre quartier, communauté, ville, et comment pouvons-nous prendre le leadership pour l'améliorer ? (voir page 5)

Bon mois de la Femme !  
France-Emmanuelle Joly

## GROUPE DE NELSON

J'ai débuté le groupe de Nelson il y a 2 ans. Ce groupe a surtout mis le focus sur des rencontres mensuelles de discussions entre nous, et d'ateliers avec des spécialistes de Réseau Femmes. Notre groupe a aussi présenté les monologues du vagin à Nelson, et a eu, pour l'occasion, la visite d'Odette Lepage, présidente de Réseau-Femmes CB.



Les difficultés que j'ai rencontrées durant ces deux années ont été que Nelson est un lieu où les familles et les jeunes voyagent beaucoup. Les gens arrivent, repartent, reviennent; quelques fois définitivement, quelques fois pour quelques mois seulement. Il est difficile d'établir des listes de membres à jour, et plus difficile encore de mettre sur pieds des chaînes téléphoniques. Il y a de la frustration qui s'installe. Il faut toujours repartir à zéro. Il y a tout de même cinq participantes qui sont toujours là aux rencontres, qui constituent notre noyau et assure notre continuité. Ça c'est encourageant! Et puis, on s'aime bien et à chaque fois, quelque soit la difficulté pour chacune d'entre nous de se rendre aux rencontres (kilométrage élevé pour quelques unes), on en ressort avec un sentiment d'appartenance et de partage incomparable. Et on

recommence à chaque fois.

Cette année, mon but - et celui du groupe - est de trouver des moyens assurant nos communications et des moyens d'aide aux femmes ayant de la difficultés à venir aux rencontres. Nous voulons aussi avoir un projet commun motivant, tel la tenue de l'AGA de Réseau-Femmes à Nelson, pour donner une raison d'être et une continuité à nos rencontres. Déjà, les idées affluent afin de permettre aux familles de Réseau-Femmes d'appuyer leur « Femmes » à venir à leur AGA.

Louise Raymond et Chantal Lunardi

## Dans ce numéro

1 et 2. Le groupe de Nelson

3. Accommodement  
raisonnable ou  
déraisonnable

Judy Rebeck: une femme  
exceptionn'elle

4. À quand l'égalité des  
femmes

5. Formation en leadership

6. Des nouvelles,  
d'Inform'Elles, du CA et  
de l'AFFC

Le groupe de Réseau-Femmes de Nelson s'est associé avec l'Association des francophones des Kootenays Ouest afin d'offrir un BBQ aux francophones et francophiles des Kootenays, lors de la fête de la Saint-Jean Baptiste de l'AFKO, le 23 juin dernier. L'intention de ce BBQ était de faire connaître Réseau-Femmes à la communauté de Nelson (femmes et hommes) et de recruter de nouvelles membres. Au cours de la journée, plus de 500 personnes se sont présentées aux diverses activités et spectacles de l'AFKO, incluant le député provincial Alex Atamanenko et une conseillère de la mairie de Nelson, Marg Stacey; qui par ailleurs, a mis son nom sur la liste d'appel pour notre prochaine rencontre Réseau-Femmes Nelson.

J'ai eu l'aide de Chantal Lunardi pour préparer le BBQ. Nous avons servi 125 boulettes de viande de bison aux affamé(e)s pour le lunch, avec de la salade (de culture biologique). Nous étions au menu du souper aussi. Nous avons eu l'aide des jeunes bénévoles Katimavik de Nelson, Castlegar et Trail. Notre table Réseau-Femme d'information fut en tout temps gardée par moi-même et Julia Girard-Desbiens, l'employée Jeunesse Canada au Travail de l'AFKO. Le BBQ était gratuit pour tout le monde, grâce au partenariat avec l'AFKO qui a assumé la moitié des coûts; grâce aussi au Club Rotary de Nelson qui avait préparé le site, et à Save-On-Food qui nous a passé leur BBQ communautaire même si on n'avait pas acheté la viande chez

eux parce qu'à la veille du BBQ, on avait les boulettes, mais on cherchait encore un BBQ capable de les faire cuire. Nous remercions le chum à Chantal et un jeune bévole Katimavik pour avoir gardé le contrôle sur les flammes du BBQ.

Nous avons recruté plusieurs femmes qui ont un intérêt à participer à Réseau Femmes dès septembre 2007. Nous aurions pu avoir une participation plus importante de nos membres régulières, et nous prenons note pour notre prochain événement majeur qu'il faut leur envoyer l'information bien plus à l'avance et de façon à ce qu'elles l'obtiennent.

Louise Raymond

Le Réseau-Femmes Nelson s'est rencontré jeudi, le 13 septembre, à la maison de l'Association des Francophones des Kootenays Ouest, pour partager un repas, célébrer la naissance d'Anouk, la fille d'Anne-Marie, et se mettre d'accord sur le programme de l'année.

Bon, le sujet de la ménopause revient toujours bien sûr, et celui de la vie de couple, mais on a aussi eu une discussion sur l'importance d'offrir des fleurs biologiques à Anne-Marie et une revue faite de papier recyclé non-blanchit qui contenait un article sur les femmes et les herbes médicinales (ou vice-versa).

C'est drôle que le biologique fait encore sourire ou provoque même des sarcasmes, surtout quand on parle de fleurs. Alors, discussion-conscientisation sur le sort réservé aux jeunes femmes sud-américaines qui travaillent dans les champs de fleurs et qui subissent les séquelles des arrosages chimiques et des conditions de travail niant les effets néfastes des insecticides et engrais chimiques, et dénigrant les droits des travailleuses ou leurs nécessités de compensation.

On n'a pas à aller loin pour observer de telles atrocités

que Jeanne nous a rappelé lors de la discussion. Nos jeunes travailleurs agricoles francophones migrants qui s'arrêtent à l'AFKO partagent souvent leur histoires d'arrosage chimique de verger alors qu'ils et elles sont en train de cueillir les fruits; et les maux que cela accompagne... sans toutefois penser que ces effets les poursuivront peut-être toute leur vie, et affecteront celle de leur enfants. Mais on ne veut pas les décourager sur leurs moyens de subsistance. On essaie de les diriger vers des fermes biologiques, le WWOOFing (World-Wide Opportunities on Organic Farms), de faire de notre mieux pour mettre à jour ces atrocités, et on achète biologique (même les fleurs) et du non-blanchit. Ce soir là, on l'a fait pour Anne-Marie et Anouk.

Nous avons réussi à décider de deux ateliers offerts par la ressource-mobile. Il n'est pas question de manquer ces opportunités, et les ateliers que nous avons déjà suivis nous invitent à en demander plus.

Et nous avons eu une discussion préliminaire sur l'éventuelle possibilité d'avoir l'AGA de Réseau-Femme Colombie-Britannique à Nelson : ce qu'on aimerait offrir

aux femmes de la province, ce qu'on pourrait faire pour faciliter le voyage du groupe pèlerins, pour inclure leur famille, etc. On parle déjà de rallye avec escales dans des Associations francophones, de boîte à lunch de voyage (ou de restaurants qui pourraient offrir des rabais) et des ateliers qui se déroulent ici et là... On a aussi exprimé l'opinion qu'une AGA devrait s'expédier le plus rapidement possible. Alors, vous voyez qu'on aurait besoin de votre opinion, vous, qui aurez à vous déplacer. Viendriez-vous en grand nombre chez nous? Quelle serait la distance à parcourir? Aimeriez-vous faire de cette fin de semaine une fin de semaine famille (activités réservées à RFCB et d'autres qui prendraient soin de la famille)? Aimeriez-vous prendre cette opportunité pour ramasser le plus de femmes possible sur le chemin? Avez-vous des suggestions? Aimeriez-vous faire partie du groupe organisateur?

Ça été une belle soirée, bien remplie, et ne croyez pas que ça s'est déroulé dans cet ordre.

Chantal Lunardi

## “Accommodement raisonnable ou déraisonnable” par Evelyne-Lily M.

Ces jours-ci il y a un mot qui est à la mode “accommodement raisonnable”. Vous avez suivi sans doute le périple de la Commission Bouchard-Taylor dans les régions et villes québécoises. Cette Commission a été mise en place pour sonder la population, pour avoir quelle opinion elle a sur l’immigration, or les villes visées comme Sept îles, Abitibi... ne sont pas confrontées à cette question, on découvre plutôt qu’ils doivent s’accommoder avec les amérindiens, surprise !!!

Je me demande si la Commission Bouchard-Taylor s’y attendait.

Ce qui est surprenant c’est de voir comment cette question soulève des polémiques alors que le Canada est un pays de vocation immigrante. Je me suis rendue compte combien cette commission dérange beaucoup.

En ce moment, il y a un malaise partout...

Le québécois dit ce qu’il pense et on sent la peur de l’autre et la méfiance en lui, l’immigrant se demande ce qui se passe et se rend compte qu’il n’est pas si accepter que ça, l’immigrant fondamentaliste lui ne voit qu’imposer ses coutumes et religion dans son pays d’accueil. L’autochtone lui se demande à quoi ça rime puisque lui l’accommodement il le vit depuis 400 ans. Et le gouvernement!!! Lui il fait des bilans et présente

des chiffres par dessus tout, il affirme qu’il faut accueillir 40 000 immigrants chaque année au lieu de regarder les choses en face et régler d’abord le problème qui existe.

Lors du forum des citoyens de Sept îles, quelqu’un a demandé si la commission tient compte du rôle historique des premières nations, car il y a une époque où les canadiens français étaient des nouveaux arrivants. La réponse fut que la commission ne s’occupe pas de ça et pourtant la base est là. Il faut aller à la source, à l’origine de l’histoire de notre pays pour comprendre notre présent afin de déterminer ce que sera notre futur.

Je pense que le Québécois ignore la propagande que fait le gouvernement à l’étranger pour recruter l’immigrant souvent par le biais des ambassades. L’immigrant, lui, on lui propose une vie meilleure, du moins c’est ce qu’il pense avant d’arriver ici et de se rendre compte de ce qu’il l’attend.

La question est plus complexe. Quand j’écoute ce que les citoyens disent déjà on sent le conflit de génération. Les plus âgés ne voient pas le problème comme les baby boomers, ou encore moins les jeunes. On se rend compte du conflit régional. Un montréalais s’alarme moins que celui qui vit en région car il a sûrement été à l’école avec un enfant immigrant, ou il a travaillé avec un immigrant

ou a un voisin immigrant mais ce n’est pas forcément le cas en région.

Certains citoyens sont revenus souvent sur la religion musulmane. Là aussi on sent la peur qui s’installe. Je me demande même si la vraie question de cette commission ne devrait pas être: quelle est la place de la religion dans notre société actuelle?

La religion musulmane n’a rien de mal, je ne pense pas que lorsque le prophète Mahomet a reçu la révélation de la part de Dieu il était question de fondamentalisme. Malheureusement dans chaque religion ou mouvement spirituel le fondamentalisme est présent. Bref, c’est un autre débat !

Cette Commission Bouchard-Taylor m’a permis de réaliser combien l’ignorance prend une place prépondérante et j’ai le goût de vous inviter à l’ouverture à l’autre.

Commencer avec la personne avec laquelle vous parlez le moins, que vous pensez qui vous envahit, ou tout simplement le voisin, le collègue de bureau qu’enfin de compte vous ne connaissez pas si bien. L’ignorance, ça tue !!!

## Une femme exceptionn’elle : Judy Rebick

### La fabrication d’une féministe

Jeune radicale diplômée de McGill, Judy Rebick s’est vu refuser, dans les années 1960, un poste de journaliste à la radio montréalaise parce que « les hommes sacrent dans une salle de nouvelles et ne seraient donc pas à l’aise avec une femme autour... »

Au féminisme proprement dit, elle est arrivée en 1983, comme

porte-parole de la clinique Morgentaler qui s’ouvrait dans la controverse à Toronto. « Je venais de quitter l’extrême gauche trotskyste à cause de comportements sectaires et je me suis retrouvée dans cette lutte. La plupart des leçons que j’ai apprises, les tactiques, les rapports avec les médias, ça a été dans le mouvement pro-choix durant cette période

extraordinaire. Les soi-disant pro-vie m’ont agressée trois fois. Chaque jour, il fallait traverser des centaines de manifestants qui harcelaient les femmes. Ils sont allés jusqu’à faire exploser la clinique ! »

En 40 ans d’engagement politique, Judy Rebick en a vu de toutes les couleurs et a assisté au déclin du féminisme canadien, dans les années

1990. « Avec le glissement à droite, surtout en Ontario, les coupures au financement des groupes se sont généralisées. »

Depuis, déplore-t-elle, plusieurs groupes de promotion des droits des femmes ont disparu : les Status of Women Committees de l'Alberta et du Manitoba (équivalents du Conseil du statut de la femme) ont perdu leur financement.

Quant aux groupes de services, « ils se sont souvent dépolitisés et professionnalisés pour continuer d'obtenir leur financement public. Parfois, on n'y trouve plus de féministes ».

Pourtant, elles sont loin d'avoir terminé leur travail, pense Judy Rebick, qui évoque les dossiers de la violence faite aux femmes, le « patriarcat intact en politique, en économie et trop souvent dans la famille », les guerres et la destruction de l'environnement.

Cette socialiste, qui a tant voulu amener des femmes de la classe ouvrière dans un mouvement longtemps perçu comme blanc et petit bourgeois, craint qu'il soit plus ardu à l'avenir de construire « des alliances entre femmes riches et pauvres puisque le fossé entre elles s'élargit ».

Indécrottable idéaliste, Judy Rebick voit l'avenir du féminisme du côté des jeunes femmes qui, peut-être parce qu'elles « ont davantage confiance en elles que nous à leur âge », sont prêtes à faire des alliances avec les « nombreux jeunes hommes qui appuient une position anti-patriarcale ». Elle ne voit plus la nécessité de créer des groupes exclusivement féminins. D'ailleurs, ajoute-t-elle, on a toujours travaillé avec des hommes dans les dossiers des garderies ou de l'avortement. « La violence, par exemple, voilà un dossier qui a peu évolué en 30

ans. Il faut comprendre pourquoi la socialisation des garçons cultive encore cette violence, et pour cela en discuter entre hommes et femmes ! Pas avec des masculinistes, bien sûr. »

Mais comment expliquer que ces hommes de bonne volonté se manifestent si peu publiquement ? « Peut-être parce que nous ne les interpellons pas suffisamment ? Les féministes que je vois travailler avec des hommes dans le mouvement anti-globalisation, par exemple, soulèvent rarement les enjeux des femmes. Prenons la montée de l'intégrisme. Les femmes des groupes anti-guerre n'insistent pas sur le fait que les Irakiennes ont moins de droits maintenant que sous Saddam ! »

Gazette des femmes  
Guénette, Françoise

## À quand l'égalité des femmes? par France-Emmanuelle Joly

Le 25 septembre, Radio-Canada a contacté Réseau-Femmes pour une entrevue en pour commenter un rapport des Services Économiques de la banque TD, intitulé Des perspectives encourageantes pour les femmes au travail, grâce aux forces du marché.

Selon ce rapport, les forces du marché du travail placeront les femmes et les hommes davantage sur un pied d'égalité ... d'ici les trois prochaines décennies. De quoi se réjouir? Oui c'est une bonne nouvelle, mais d'ici 30 ans, celles d'entre-nous qui seront encore de ce monde seront à la retraite ou presque. En revanche, le rapport amène plusieurs arguments qui nous ont semblé intéressants.

Tout d'abord, il confirme que l'égalité reste à acquérir ! Même conservateur, leur estimé de l'écart salarial entre hommes et femmes (5 % à 15 %) confirme encore une fois que les Canadiennes n'ont

pas encore atteint l'égalité.

Le rapport souligne également que l'arrivée des femmes sur le marché du travail n'a pas entraîné une diminution proportionnelle de leurs tâches ménagères : même si une "mutation" est en cours, et que les pères assument plus des responsabilités dans les soins prodigués aux enfants, les femmes accomplissent, plus que les hommes, la préparation des repas, les courses et le ménage. La répartition semble devenir plus équitable lorsque le salaire de la femme augmente. Cela sous-entend-t-il que dans les couples où la femme gagne moins, elle doit 'compenser' ce manque-à-gagner par des heures 'gratuites' à la maison ? En appliquant cette logique, ne devrait-on pas alors reconnaître une valeur monétaire au travail 'au foyer' des femmes ?

Par ailleurs, bien que le nombre de diplômes universitaires accordés aux femmes soit en constante augmentation,

le pourcentage de femmes diplômées en mathématiques et sciences appliquées reste faible. « Les femmes ne sont pas naturellement moins douées que les hommes dans ces disciplines, indique le communiqué de presse accompagnant le rapport. Sur le plan statistique, des tests menés auprès d'enfants de treize à seize ans révèlent que les garçons n'ont aucun avantage sur les filles en mathématiques et en sciences". L'éducation est donc un « facteur déterminant » de l'évolution vers la parité. Le rapport prône ainsi d'accroître l'estime de soi des filles et de réduire les stéréotypes sexuels ou autres barrières culturelles, d'adopter un enseignement plus axé sur la pratique, travailler à l'élimination du sexisme en classe et séparer les filles et les garçons dans les classes où ces matières sont enseignées. Nous pourrions rajouter également une révision des méthodes d'enseignement et des livres de cours, rédigés majoritairement

par des hommes et donc plus adaptés à la logique masculine.

Parmi les progrès en cours, le rapport fait référence aux données de Statistiques Canada, qui ont récemment fait la Une des journaux : en 2005, les femmes étaient trois fois plus nombreuses à gagner un salaire supérieur à celui de leur conjoint, et dans 28 % des familles canadiennes, la rémunération des femmes dépassait celle des hommes. C'est définitivement un changement dans le traditionnel modèle où l'homme subvient aux besoins de la famille. En revanche, tempérons l'enthousiasme en soulignant ce que les médias à l'époque ont plus passé sous silence : la comparaison se faisait strictement en termes monétaires, et ne comparait absolument pas des professions semblables.

Autrement dit, une professeure universitaire gagne sans doute plus que son conjoint mécanicien, mais gagne-t-elle autant que son collègue enseignant ?

Une autre étude révèle que dans les entreprises canadiennes, les femmes occupent moins de 10% des « postes de cadres opérationnels » qui servent souvent de tremplin vers des postes de cadres supérieurs. Les progrès ont aussi été modestes au sein des conseils d'administration, où il n'y a que de 12 % de femmes.

Un plus grand nombre de femmes travaillent, et elles travaillent plus longtemps. En revanche, elles ont moins d'enfants et reportent à un âge plus avancé la décision d'en avoir. Là où le bât blesse un peu c'est de lire que « [les femmes]

passent plus de temps à travailler, ce qui diminue les coûts associés aux arrêts de travail fréquents ou prolongés ainsi que les frais de garde d'enfant ». Et si la société commençait à considérer ces coûts comme faisant partie intégrante de son évolution, au lieu de déplorer que d'avoir des enfants coûte cher ?

Le communiqué termine sur une note semi-positive : « Les employeurs devront réagir ». Ne faisons pas reposer le poids de cette mutation sur leurs épaules seules : tous les paliers de la société doivent s'allier pour contribuer à l'avènement d'une société plus équitable, pour les hommes et pour les femmes, où les termes comme « domaine traditionnellement réservé » deviendront désuets.

## Formation en leadership des femmes : la déclaration citoyenne

Les 8 et 9 décembre 2007, Réseau-Femmes organise une formation en leadership pour les femmes francophones de Colombie-Britannique. La formation sera donnée par Relais-Femmes, un organisme féministe de formation, de recherche et de concertation du Québec, et a pour but de renforcer la capacité des femmes à prendre part au développement de leur communauté, à encourager leur engagement dans la politique municipale pour intervenir sur la sous-représentation des femmes dans la gouvernance locale. Nous ne nous attendons pas à ce que vous lanciez toutes en politique, mais espérons vous donner des outils pour vous aider à formuler et présenter des actions qui vous semblent importantes, de votre point de vue de femmes, « pour l'amélioration des conditions de vie dans votre milieu de vie ». C'est ça l'essence d'une déclaration citoyenne.

Le projet original est issu du Centre d'éducation et d'action des femmes (CEAF), dans le quartier Sainte-Marie, à Montréal. Lors de la mise en place d'un projet

pilote de revitalisation selon l'approche intégrée, des forums ont été organisés pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de faire connaître leur vision du développement de leur milieu de vie. Les participantes du Centre se sont activement impliquées et le CEAF a alors travaillé avec elles à renforcer leur capacité à prendre part au développement de leur communauté et également à encourager l'engagement des femmes dans la politique municipale par la mise sur pied d'un comité d'action et la production d'une déclaration citoyenne.

Avec l'appui du Comité femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRE) quatre autres centres de femmes ont effectué le processus menant à l'élaboration de leur déclaration citoyenne. Le Conseil des Montréalaises, a voulu à sa manière soutenir cette activité d'éducation populaire en produisant le Guide pour l'élaboration d'une déclaration citoyenne, qui servira de base à la formation que vous recevrez.

La formation aura lieu à Vancouver, et elle est ouverte à toutes les femmes et jeunes filles francophones. Les frais d'inscription sont de 35\$ pour les membres de RFCB et de 45\$ pour les non-membres. Veuillez noter que notre budget nous permet de couvrir les frais de déplacement et logement seulement pour 2 membres de Réseau-Femmes par regroupement régional actif. Les inscriptions seront prises en compte dans leur ordre d'arrivée au bureau de Réseau-Femmes, et devront être accompagnées du paiement.

Le vendredi 7 décembre, une table-ronde publique aura lieu à 18h (lieu à confirmer), sur le thème de la diversité religieuse et des solidarités féministes, avec Danielle Fournier, présidente de Relais-Femmes et Directrice du centre d'éducation et d'action des femmes (CEAF). et Dr. Ghizlane Laghzaoui, professeur de langue et lettres française. Pour plus d'information, appelez le 604-736-6912

## Des nouvelles d'Inform'Elles



Le Conseil d'administration de Société Inform'Elles Society est heureux de souhaiter la bienvenue à sa nouvelle directrice du développement, Johanne Larose.

Johanne Larose a travaillé au sein de différents comités dont FLAW (Front Line Advocacy Worker), un comité de lutte contre la violence, le conseil d'administration de Réseau-Femmes Colombie-Britannique et d'autres organismes. Elle a travaillé avec succès sur des projets dans le quartier défavorisé de Vancouver (Downtown Eastside), et avec les jeunes, dans le programme Jeunes au Travail du Collège Educacentre.

Elle est conseillère en mieux-être, formatrice et experte en perfectionnement personnel et professionnel. Elle compte 24 années d'expérience dans le domaine de la santé, et travaille depuis une dizaine d'années dans la communauté francophone.

Johanne apporte donc à Société Inform'Elles une grande expérience et expertise tant au niveau social qu'au niveau développement et organisation.

## Des nouvelles du CA

### Carmen Moore-Lefèvre :

Suzanne et moi avons participé au lancement de l'annuaire, et y avons rencontré le ministre des relations intergouvernementales, l'Honorable John van Dongen, le Consul général de France et le député Peter Julian.

J'ai parlé avec Gisèle Robichaud, de Victoria, elle cherche toujours une nouvelle représentante pour le regroupement de Victoria.

### Lily Mudahemuka :

Le 20 septembre, j'ai participé à la réunion de RésoSanté, au cours de laquelle ont eu lieu des

élections. La nouvelle présidente est Doris Brisebois, directrice du Foyer Maillard. Le poste de secrétaire reste à combler et le coordonnateur nous a demandé d'en parler à nos réseaux, car ce pourrait être un membre, qui aurait de l'expérience dans le milieu de la santé.

Le 2 octobre, j'ai participé à la première réunion du Comité immigration de l'AFFC, par téléconférence. Nous avons parlé des enjeux, des questions reliées à l'immigration et du mandat de ce comité, qui se veut un comité avisé pour appuyer les provinces dans leurs démarches et projets reliés à l'immigration et aux femmes immigrantes.

## Des nouvelles de l'AFFC *par Marie Dussault*

C'est la rentrée et c'est toujours excitant de se replonger dans les projets et les dossiers. À l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, nous avons profité de l'été pour tenir une réunion du comité éducation. Comme certaines d'entre vous le savent, l'AFFC est un organisme qui est le fruit de la fusion de Réseau national action éducation femmes (RNAEF) et la Fédération nationale des femmes canadiennes françaises (FNFCF). Le mandat du RNAEF demeure une priorité pour l'Alliance des femmes et cette rencontre a permis de réunir des pionnières du RNAEF avec des membres actuelles de l'Alliance des femmes pour réfléchir sur

ce qui a été fait et sur ce qui peut être fait. J'ai eu la chance de participer à cette rencontre et c'est toujours stimulant de rencontrer des femmes qui ont une vision et qui la partagent avec enthousiasme!

Agathe Gaulin, la présidente de l'AFFC, m'a invitée à une rencontre informelle avec des membres du conseil d'administration de Réseau-Femmes Colombie-Britannique et de la Société Inform'Elles, qui a eu lieu le 19 septembre. Nous avons pu discuter des dossiers de l'AFFC et de leur arrimage avec les priorités des deux organismes.

Je me rends à Ottawa en

début d'octobre pour notre première rencontre de conseil d'administration depuis l'AGA en juin 2007.

Je vous encourage fortement à visiter notre site qui est régulièrement mis à jour et qui vous donne de l'information sur nos dossiers et sur l'actualité qui nous touche. Vous pouvez aussi consulter nos communiqués de presse. Le dernier, daté du 20 septembre, déplore la fermeture des bureaux de l'Association nationale de la femme et du droit faute de soutien du gouvernement fédéral. Une adresse : <http://affc.ca>

À la prochaine

## N'oubliez pas de renouveler votre adhésion à Réseau-Femmes Colombie-Britannique pour l'année 2007.

### Formulaire d'adhésion à Réseau-Femmes Colombie-Britannique valable une année

Renouvelée le: \_\_\_\_\_

Année d'adhésion : **2007** (du 1er janvier au 31 décembre)

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Province : Colombie-Britannique Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Inscription à la liste de discussion:   Oui                   Non

Mode de paiement :   Chèque                   Mandat-poste                   Espèces

Don pour Réseau-Femmes: \_\_\_\_\_ dollars.

Veillez retourner ce formulaire dûment rempli avec votre paiement à :  
Réseau-Femmes Colombie-Britannique  
302-1037 Broadway Ouest, Vancouver, C.-B., V6H 1E3  
Si vous avez des questions, n'hésitez pas à appeler au 604-736-6912 ou envoyer un courriel à :  
info@reseaufemmes.bc.ca

**Le prochain groupe vedette sera celui de Richmond**

**Réseau-Femmes Colombie-Britannique reçoit l'appui financier des partenaires gouvernementaux suivants :**

Ministère du Patrimoine Canada, *Programme de développement des communautés de langue officielle.*

Secrétariat de la Condition Féminine Canada, *Programme de promotion de la Femme.*

Ministère de la Sécurité publique et Protection civile Canada, Centre national de prévention du crime, *Programme de mobilisation des collectivités.*

Secrétariat aux affaires intergouvernementales, *Bureau des affaires francophones.*

Ministry of Public Safety and Solicitor General, *Gaming Policy and Enforcement Branch.*

Ministry of Community Services, Women and Senior's Division, *Stopping the violence Branch.*

**Réseau-Femmes reçoit l'appui des partenaires médias suivants :**

Radio-Canada Télévision, en Colombie-Britannique

Radio-Canada, Première chaîne radio, en Colombie-Britannique

**Réseau-Femmes reçoit l'appui de ses membres :**

Réseau-Femmes souhaite la bienvenue aux nouvelles membres et remercie celles qui ont déjà renouvelé leur adhésion.



**L'équipe de RFCB :**

France-Emmanuelle Joly, directrice générale

Stéphanie Souillé, organisatrice communautaire

**Les membres du CA :**

Odette Lepage, présidente

Carmen Moore-Lefèvre, vice-présidente

Suzanne Jacob, secrétaire trésorière

Louise Raymond, conseillère administrative

Céline Hadikin, conseillère administrative

Evelyne-Lily Mudahemuka, conseillère administrative

Priya Chundunsing, conseillère administrative

**RESEAU-FEMMES COLOMBIE-BRITANNIQUE**

302-1037 Broadway Ouest

Vancouver, C.-B. V6H 1E3

Telephone: 604-736-6912

Telecopie: 604-736-6975

courriel: info@reseaufemmes.bc.ca

**ISBN: 1206-2774**